

AmalgAMES

Bulletin de liaison
N°8 mars 2002

Actualité Brulante



La FNAME Se positionne

Dans ce numéro :

Editorial	1
Bureau National Du 9 janvier	2
Bureau National Du 5 mars	3
Conseil d'Adminis- tration Du 6 mars	5
Actualité et activités de la FNAME	10
Notes de lecture	18
Courrier des Asso- ciations	22
Bulletin d'adhésion	24



Fédération Nationale des Associations de Maîtres E

Editorial

C'était son dernier Bureau National et son dernier Conseil d'Administration!

Il parut s'enfoncer dans des méditations intenses...

- n'était-ce qu'un mélange de crainte et d'optimisme de nous quitter?

- ou bien était-il tout surpris de découvrir que le MAPI* n'était pas encore une espèce en voie de disparition?

- ou, peut-être, était-il tout simplement en voyage intérieur, rêvant encore de ces contrées lointaines d'où il était fraîchement débarqué?

Je ne voyais pas comment le retenir! Pourquoi l'aurais-je fait?

Mais je ne veux pas laisser passer cette heureuse et faste occasion, pour en dégager, en quelques mots, la signification, sans passer en revue nos résultats passés et nos tâches futures.

“tu as commencé là un processus que tu n'étais pas en mesure d'arrêter. Ca s'arrêtera tout seul si tu ne le nourris pas... Si vous voulez garder une horde assemblée, il vous faut la nourrir, ce qui suppose un approvisionnement considérable et c'est là le plus ancien cercle vicieux en matière d'économie... Ah le problème récurrent du financement!”

Mais non! Passons le discours...

Ce soir nous souhaitons officiellement **au revoir** à notre aîné, notre *ancien chef de tribu* qui a dirigé, partagé la vie de notre horde. Mais la portée de l'évènement dépasse le simple au revoir. Son départ marque aussi une aire nouvelle... Cette noble association, n'en doutons pas, va libérer des énergies nouvelles, accélérer le rythme de ses actions... j'en suis convaincu déjà!

Après cette magistrale expérience de l'AG constituante et de la création de la FNAME, difficile qu'elle pût être au début, ceux qui l'ont faite n'ont qu'à s'en féliciter! C'est beaucoup à toi qu'on le doit... Tu peux être fier des résultats obtenus, de la progression incontestable et continue, qui nous assurera un avenir brillant!

Michel, tu ne seras pas là, sans doute, à notre prochaine AG pour un discours d'ouverture, happé par d'autres engagements que nous te souhaitons riches d'émotions et de bonheurs. Mais je suis presque sûr que tu n'aurais pas voulu que je dise quelques mots sur ton départ et c'est pourtant ce que je fais avec plaisir!

“Quand vous passerez dans la forêt d'homo-sapiens, d'homos-érectus, autres pithécantropes et autres ravissantes donzelles, qui composent notre famille post-préhistorique à la FNAME d'aujourd'hui et de demain, pensez à lui qui en fut l'arbre le plus puissant...”

Fabrice PERCEVAULT

Dans le prochain bulletin :

(qui sortira après le Bureau National du 4 mai 2002)

- Compte-rendu du Bureau National du 4 mai 2002
- Colloque Européen « Prévention des troubles d'adaptation »
- Actualité et activités de la FNAME
- Notes de lecture ?
- Conférences ?
- Vie des Associations ?
- Point sur les commissions
- Courrier des associations

Le bulletin de liaison permet les échanges entre associations et la diffusion d'informations. Sa richesse dépend de la participation de toutes les associations adhérentes.

N'hésitez pas à nous envoyer votre contribution, des idées pour de nouvelles rubriques ou autre, avant le 2 mai 2002, sous fichier. (Alain Gaufreteau Les Avenages 79100 Mauzé-Thouarsais)

a.gaufreteau@wana.doo.fr

COMPTE-RENDU DU BUREAU NATIONAL DU 9 JANVIER 2002

Après redéfinition de la répartition des tâches au sein des membres du BN, l'organisation suivante a été adoptée.

Gérard Toupiol le trésorier: reçoit les adhésions d'association avec les chèques ainsi que les demandes de "participations individuelles", en communique l'adresse à Alain Gaufreteau pour l'envoi des bulletins Amalg'Ame, en communique l'adresse à la secrétaire, Chantal Dubon pour mise à jour du fichier des associations et de leur représentants.

Chantal Dubon rédige les comptes-rendus de réunion, met à jour les fichiers adhérents, est chargée du contact et courrier vers les partenaires, AFPS, FNAREN, CNEFEI, AGIEM, syndicats... et en communique les échanges au BN.

Maryline Coffre est responsable de l'envoi des brochures "Spécificité E", les plaquettes RASED, des plaquettes FNAME. Elle est volontaire pour participer à la recherche menée avec M. Guillarmé.

Alain Gaufreteau, responsable de la commission Publications envoie les bulletins Amalg'Ame, est chargé du contact avec les auteurs pour collecter des articles susceptibles d'être publiés dans la Revue prochaine de la FNAME, du contact avec l'éditeur les EAP.

Michel Mautret participe à la commission Publications, volontaire pour participer à la recherche menée avec M. Guillarmé.

Fabrice Percevault se charge des relations extérieures: contacts et rencontres avec les partenaires associatifs, les syndicats et les instances ministérielles.

Délibérations :

- L'envoi d'un courrier FNAME au ministère suite à la connaissance du projet de circulaire « Plan d'action en faveur des enfants présentant des troubles spécifiques du langage »
- Suite à une reprise de contact avec le CNEFEI, participation de la FNAME, représentée par Chantal et Maryline, à une deuxième réunion de préparation du colloque européen
- Il est proposé une modification du Règlement Intérieur, soumise à l'Assemblée Générale, en transformant « adhésion individuelle » en « participation individuelle », puisqu'il ne peut y avoir d'adhésion individuelle à une fédération qui ne regroupe que des associations. Cette formule donne droit à l'envoi de publications FNAME et l'accès à certaines informations
- Compte-tenu des frais de réalisation et d'envoi du bulletin, le montant pour acquérir celui-ci est fixé à 8 €
- La prochaine réunion du CA aura lieu le 6 mars 2002 à l'IUFM privé-laïc 13 rue du Mont d'Or Paris 17e métro Rome
- Prochain Bureau National le 5 mars 2002, Ordre du jour à préciser entre les membres du Bureau National

COMPTE RENDU DU BUREAU NATIONAL du 5 mars 2002

ORDRE DU JOUR

- Discussion sur fonctionnement BN
- Point administratif:
 - Changement de siège social et modification du Bureau à la Préfecture
 - Echange de documents archivés de la FNAME au secrétariat
 - Les adhésions d'associations, les "participations individuelles aux frais d'envoi", les courriers envoyés.
- Compte rendu des actions en cours: relations extérieures, publication
- Préparation du CA : organisation et répartition des tâches en rapport à l'ordre du jour.

LA REUNION

Nous devons remercier Maryline Coffre pour son aimable et chaleureux accueil dans son foyer, pour la tenue de cette réunion de BN.

- La mise au point sur le fonctionnement du BN a porté sur l'échange des informations.

Etant éloignés géographiquement les uns des autres, les membres du BN adopte le moyen de communication le plus efficace (et le moins coûteux) que représente le courrier électronique. Chacun peut sélectionner ce qui lui est adressé tout en ayant les informations complètes sur l'actualité en rapport avec notre fédération.

- Les formalités administratives relatives au changement de siège social et les modifications du Bureau sont en cours.

- « Participation individuelle » .

Nous avons recensé 24 collègues "individuels" intéressés par notre fédération. Un courrier leur a été adressé les encourageant à contacter des collègues de leur département (quand ils étaient recensés parmi les "individuels").

Le Bureau propose que les "individuels" se voient proposé une adhésion dans une AME adhérente à la FNAME de leur choix pour bénéficier des informations et participer aux débats.

- Rédaction proposition de réponse au texte de projet de circulaire ministérielle sur les dispositifs AIS. Ce texte issu du recueil des positions exprimées des associations départementales sera soumis au CA pour amendements et adoption.

- Préparation de la rencontre du 6 mars avec les partenaires AFPS et FNAREN.

La FNAME devant être représentée par au moins deux personnes de son BN, la secrétaire souhaitant rester au CA pour la totalité de sa durée, il a été proposé à Maryline Coffre d'accompagner Fabrice Percevault, le président à cette rencontre.

- Mise au point du fonctionnement du BN hors réunion.

Echanges d'informations concernant les affaires courantes (nombre d'adhésions d'associations départementales, nombre de "participations individuelles aux frais d'envoi", point sur la trésorerie)

Modification des Statuts à prévoir:

Si le CA adopte la modification de mode d'adhésion à la FNAME, des motions de modification des statuts seront proposées pour les articles suivants (termes soulignés):

Article 3 bis

"Sont admis en tant que membres associés sans voix délibérative, les correspondants départementaux à jour de leur cotisation.

Les personnes effectuant un don financier à la FNAME acquièrent le statut de membres bienfaiteurs sans voix délibératives.

Membres associés et membres bienfaiteurs bénéficient de l'accès aux informations réservées aux adhérents."

Article 10

"Les ressources annuelles de la Fédération se composent:

- *des cotisations et souscriptions de ses membres actifs, associés et bienfaiteurs.*
- *des subventions de l'Etat, des Régions, des Départements, des Communes et des Etablissements publics.*
- *des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente.*
- *du produit des rétributions pour services rendus.*

Le montant des cotisations sera défini par le règlement intérieur sur la base d'un montant fixe + x francs par adhérent.

Pour la première année, le montant demandé à chaque Association est d'au moins 150 Francs."

- **Réflexion autour d'une dénomination signifiante** pour le maître E par appel à contribution au CA et dans les associations adhérentes, en vue d'un recueil de propositions puis d'un vote à la prochaine Assemblée Générale.

- **Pour les relations extérieures**, la FNAME a adressé un article de présentation de la fédération à la FNAREN qui le publiera dans son prochain numéro de mars-avril.

- **Le projet de recherche-action** en collaboration avec JJ Guillarmé est confirmé par les contacts établis, un calendrier et la méthodologie seront définies au CA.

- **Pour le colloque du CNEFEI**, les collègues sont invités à proposer une participation aux tables rondes des après-midi. Ces participations consistent à exposer une étude de cas présentant l'intervention du maître E dans une situation de prévention des troubles d'adaptation (voir compte rendu du 11 janvier 2002 de la réunion au CNEFEI).

- **Prochaine réunion du Bureau National le samedi 4 mai 2002 à Paris.**

Compte rendu du CONSEIL d'ADMINISTRATION FNAME du 6 mars 2002

14 ASSOCIATIONS DEPARTEMENTALES REPRESENTÉES :

AME 68, AME FC (25,70,39), AME 79, AME 37, MAITEOR (21), AME 27, AME 36, AME 72, AME 66, AME 91, AME 78, AME 49, AME 14, AME 16 (observateur)

6 ASSOCIATIONS DEPARTEMENTALES NON REPRESENTÉES :

AME 29, AME 81, AME 22, AME 12, AME 73, AME 974 (La Réunion)

ORDRE DU JOUR :

- Motion sur le projet de circulaire AIS
- Motion sur la circulaire interministérielle en rapport au plan d'action envers "les enfants et adolescents présentant des troubles spécifiques du langage".
- Projet recherche-action avec la participation de JJ Guillarmé.
- Mise en place de Commissions
 - Prévention et évaluations Grande section/ CP
 - Travail du Maître E en classe
 - Intervention au cycle 3
- Bilan des Commissions en cours :
Publication
- Démission de Michel Mautret et élection d'un nouveau membre au BN.
- Questions diverses

PROJET DE CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE SUR LES DISPOSITIFS DE L'AIS

Après lecture minutieuse et amendements au texte proposé par le BN sur le projet de circulaire ministérielle relatif au dispositif de l'AIS, le CA a adopté le texte définitif suivant:

Projet de texte AIS: Remarques et propositions de la FNAME

La proposition de nouveaux textes relatifs à l'AIS laisse apparaître, malgré certains aspects positifs, des insuffisances et des risques de dérives, par les interprétations diverses que peuvent induire des imprécisions et certaines ambiguïtés.

La FNAME est sensible :

- Au rappel de la procédure de demande d'intervention du RASED, dispositif pleinement intégré à l'école et dont la responsabilité du fonctionnement est multiple et partagée par l'ensemble des acteurs. (*chapitres I et II*)
- Aux missions maintenues de prévention et de re-médiation qui incombent au RASED, par l'analyse collégiale des difficultés et la diversité des réponses d'aide possibles. (*chapitre III*)
- A la reconnaissance plus affirmée de la spécificité des trois formes d'aides spécialisées.
- Aux heures de coordination et de synthèse indispensables aux maîtres E.

La FNAME , cependant regrette :

- L'indifférenciation dans la mise en œuvre des aides « à dominante pédagogique » et « rééducatives » et leurs actions trop souvent centrées sur la classe.
- Le manque de reconnaissance du travail spécifique de « médiation » et de collaboration des membres du RASED avec les partenaires concernés par la difficulté scolaire de l'enfant (lui-même, sa famille, l'école et les services extérieurs...)
- Le risque de dérive qu'induit « la recherche d'ajustement des conduites d'apprentissage en classe » : par exemple la « déresponsabilisation » des enseignants face à la difficulté scolaire ou encore l'intervention d'un membre du RASED sur les « pratiques pédagogiques », ce qui peut conduire à la confusion des rôles avec les conseillers pédagogiques.
- Les insuffisances sur la notion de « traitement » des difficultés graves que rencontrent certains enfants dans les classes ordinaires. Réalité amplifiée par la fermeture des classes de perfectionnement, qui impose des « regroupements d'adaptation à haute fréquence et longue durée de prise en charge » et qui risque de mobiliser fortement les maîtres E (par la demande pressante d'aide) au détriment d'enfants considérés comme « moins prioritaires » lors des demandes au RASED.
- La formulation confuse et ambiguë *"les aides à dominante pédagogique sont adaptées aux situations dans lesquelles les élèves manifestent des difficultés avérées à comprendre et à apprendre alors même que leurs capacités de travail mental sont satisfaisantes."* qui ne rend pas compte de la complexité du travail du maître E.
- L'absence de notification claire d'un temps institutionnalisé de concertation dans le cadre de l'école, indispensable pour favoriser une collaboration active de tous les partenaires à toutes les étapes de la mise en œuvre d'un projet d'aide aux enfants en difficulté.
- Les imprécisions sur les modalités d'organisation des "classes d'adaptation".

La FNAME demande que l'organisation des aides spécialisées soit faite en concertation entre les équipes pédagogiques et les RASED sous la responsabilité de l'IEN de circonscription.

La FNAME précise concernant les CLIS I

Le projet de circulaire rappelle que la CLIS « a pour mission d'accueillir (...) des **élèves en situation de handicaps** ...»

La CLIS 1 : sa composition est définie de la façon suivante dans le projet de circulaire :

« (...) les CLIS 1 ont pour fonction d'accueillir des enfants présentant des troubles importants des fonctions cognitives qui peuvent avoir des origines et des manifestations très diverses : retard mental global, difficultés cognitives électives, troubles psychiques graves, troubles graves du développement ».

Cette formulation s'oppose à la formulation du **texte de 91** : **"Les élèves admis en CLIS I sont des enfants atteints d'un handicap mental."**

Le texte proposé réunit en une même unité 4 catégories fort différentes de troubles, sous le motif de troubles des fonctions cognitives : faut-il dire que toute affection psychique, comme toute difficulté d'adaptation, a nécessairement des incidences cognitives. Entre l'enfant qui éprouve des difficultés itératives dans la maîtrise de l'apprentissage de la lecture, l'autiste, le retardé mental et l'enfant caractériel qui trouve tous les moyens pour s'opposer à l'enseignement, le dénominateur commun qui est « *trouble important des fonctions cognitives* » n'est commun que par son titre, mais ne l'est ni dans sa réalité, ni dans ses expressions, ni dans sa solution.

A l'amalgame en une même catégorie de « *troubles importants des fonctions cognitives* », le texte ajoute une imprécision dans les formulations utilisées qui ne sont conformes à aucune classification existante : ni aux classifications des maladies, CIM 10 et CFTMEA, ni aux nomenclatures internationales ou françaises.

Dans le souci présenté par le projet de circulaire d'une « *compatibilité des besoins des élèves et des objectifs d'apprentissage, qui rende possible une véritable dynamique pédagogique* », **nous demandons que soit réaffirmé le texte de 91**, qui précise que les CLIS 1 accueillent les enfants « handicapés mentaux ».

Afin de lever toute ambiguïté sur le terme de handicap mental, nous demandons que soit appliquée à ce concept la signification commune, telle qu'elle figure par exemple dans les documents de l'UNAPEI qui rappelle que **La Classification Internationale des Handicaps** utilise le terme de "déficience de l'intelligence" : *"Perturbations du degré de développement des fonctions cognitives telles que la perception, l'attention, la mémoire et la pensée ainsi que leur détérioration à la suite d'un processus pathologique"*.

En conclusion, pour permettre au RASED d'assumer pleinement ses actions d'aide en faveur de tous les élèves en difficulté scolaire, **la FNAME souhaite vivement :**

- **Le maintien de la circulaire n° 90 -082 du 9 avril 90**, certes encore diversement comprise et appliquée mais qui définit plus clairement l'organisation et le fonctionnement d'un RASED.
- **Un texte additif à cette circulaire pour :**
 - o Préciser la différenciation des aides, conforme aux référentiels de compétences du BO du 8 mai 97,
 - o Intégrer dans le groupe de pilotage national et départemental des représentants de chacun des personnels des RASED,
 - o Garantir la qualité de la formation initiale et continue des enseignants spécialisés dans la reconnaissance de l'identité et de la spécificité de chacune des spécialisations professionnelles,
 - o Confirmer l'utilité des 3 heures de synthèse dans l'emploi du temps des personnels de RASED,
 - o Souligner l'importance de la mise à disposition des conditions matérielles (locaux adaptés, budgétisation des frais de déplacement, ...)
 - o Favoriser le développement des RASED avec toutes leurs composantes.

Paris, le 06.03.02, Fabrice Percevault, Président de la FNAME

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE SUR LES "TROUBLES SPECIFIQUES DU LANGAGE"

Pendant que se tenait la rencontre entre les trois fédérations et associations, le CA a continué sa réunion. Le BN s'était attaché à examiner les différentes propositions et remarques émanant des AME (36,49, 66, 68, 79, 86) sur la motion sur la circulaire interministérielle en rapport au plan d'action envers "les enfants et adolescents présentant des troubles spécifiques du langage". Cette circulaire a été l'objet d'un travail collectif riche de réflexions, il a débouché sur la rédaction du texte adopté par le CA à l'unanimité.

"Dys-accord" sur la dyslexie

ou dix apports sur le sujet

1. La FNAME s'intéresse et prend une part active à toutes les **recherches, dialogues, coopérations, partenariats** sur les sujets qui la concernent, à savoir la difficulté scolaire et la compréhension des processus d'apprentissage. Elle est donc ouverte à toutes les propositions d'explication de l'échec scolaire. Pour autant, elle ne saurait souscrire à toutes prises de position sur le simple fait qu'elles sont celles du moment, ni sans procéder au préalable à des études approfondies tant sur le plan théorique qu'expérimental.
2. Les professionnels des réseaux d'aides que sont les maîtres E, sont des pédagogues, **spécialisés dans les dysfonctionnements des apprentissages**. Ils doivent justifier de plusieurs années d'enseignement avant de suivre une formation qualifiante, théorique et pratique, sur 2 ans, portant entre autres sur ces difficultés d'acquisition du langage oral et écrit.
3. Ils ont notamment pour **mission** d'estimer le degré de difficulté vécue par l'enfant, de la resituer dans la dynamique de son développement, et de mettre en place des procédures de prévention et de re-médiation adaptées aux différents problèmes rencontrés.
4. Ils disposent, pour ce faire, de **tests et outils d'évaluation**, fiables et validés. Nombre d'entre eux concernent spécifiquement les domaines de la langue orale et écrite.
5. Ils bénéficient d'un atout supplémentaire du fait de leur fonctionnement au sein d'une **équipe pluridisciplinaire**, composée d'autres enseignants spécialisés (rééducateurs et psychologues). Ces regards croisés entraînent une plus grande ouverture, une explicitation des observations, hypothèses et évaluations, et une appréhension plus complète de l'individu en situation d'apprentissage.
6. Les personnels de ces réseaux d'aides spécialisées de l'Education Nationale, ont accumulé une **expérience** du terrain. Ils ont confronté leurs observations aux théories et aux approches d'autres professionnels de l'enfance, au travers de colloques, publications, groupes de travail. Leurs associations professionnelles (FNAME, FNAREN et AFPS) sont en contact étroit et se rejoignent sur l'essentiel de l'analyse des différents aspects de la difficulté scolaire.
7. Ainsi, ils savent que les difficultés de **langage et de lecture** ne sauraient se résoudre à des apprentissages techniques que l'école n'aurait pas su transmettre. Jérôme Bruner a montré que le langage se structurait grâce aux relations. On ne peut non plus méconnaître les dimensions sociale et fonctionnelle de la lecture. Les trop grandes simplifications ne donnent que l'illusion de résoudre les problèmes.
8. A ce jour, ce que l'on appelle "**Dyslexie**" ne veut objectivement rien dire d'autre que: "**Dysfonctionnement en lecture**". Aucune preuve de l'existence d'un agent déclencheur, ou de l'efficacité d'une rééducation particulière n'a été trouvée. Il n'en demeure pas moins vrai que de (trop) nombreux élèves manifestent de graves dysfonctionnements en lecture.
9. Le préfixe "dys" et la terminologie médicale employée (trouble, dépistage, soin,...) évoquent une maladie. Cela peut porter préjudice aux enfants désignés, et déresponsabiliser enseignants et parents. La FNAME attire l'attention des autorités concernées et du grand public sur la **menace de médicalisation** de l'échec scolaire.
10. Pour faire face à ce défi d'aider tous les enfants à maîtriser les savoirs fondamentaux, l'Etat serait mieux inspiré, de donner aux écoles et à ses personnels spécialisés (rééducateurs, psychologues et maîtres E) tous les **moyens de se former et de fonctionner** correctement.

Le 6 mars 2002, Le CA National

Remarques à propos de la circulaire du 7 février 2002 concernant le dépistage des troubles spécifiques du langage oral et écrit

La FNAME précise tout d'abord qu'elle ne remet nullement en cause l'utilité des bilans médicaux effectués à l'école. Il serait même souhaitable qu'ils puissent être effectués partout et dans les meilleures conditions.

Les associations de maîtres E adhèrent aux points suivants abordés dans le texte:

- "la nature et la forme des difficultés relatives au langage oral ou écrit sont multiples, leur intensité variable, leurs origines souvent incertaines."
- "l'école doit se garder d'un double écueil, celui de la banalisation comme celui de la stigmatisation."
- "les réponses ne peuvent être trouvées que dans la réflexion menée par l'équipe éducative, associant nécessairement à l'enseignant, les personnels des réseaux d'aides spécialisées, le médecin et l'infirmière de l'éducation nationale, ainsi que les parents de l'élève."

Elles se félicitent d'y voir soulignées:

- la prévention fondée "sur une pratique pédagogique diversifiée et structurée, centrée sur l'acquisition de la langue orale."
- l'importance de la "différenciation pédagogique".

Cette circulaire suscite néanmoins plusieurs interrogations:

- Les "troubles" évoqués, y lit-on, "ne peuvent être mis en rapport direct avec des anomalies neurologiques ou des anomalies anatomiques de l'organe phonatoire".
Ils sont d'ailleurs décrits comme appartenant à la famille des "troubles spécifiques des apprentissages"
POURQUOI DEMANDER ALORS A DES MEDECINS DE S'EN OCCUPER ?
(Et que penser de la terminologie "trouble, signes d'alerte, enfant porteur, examen, dépistage, diagnostic, soin,..."?)
- Un texte d'application est publié alors que l'on n'est sûr :
 - ni de la théorie retenue : l'origine de ces troubles serait "développementale", et donc "indépendante de l'environnement socio-culturel". Mais les chercheurs sont partagés (cf J. FIJALKOW et d'autres).
ON LANCE D'AILLEURS DES PROGRAMMES DE RECHERCHE SUR LE SUJET
 - ni des outils d'évaluation et de dépistage. "Les méthodes proposées en France à ce jour, sont récentes et parfois non validées."
ON RECOMMANDE DE PLUS LE DEVELOPPEMENT DE L'EVALUATION DES PRATIQUES PROFESSIONNELLES DES ORTHOPHONISTES ET LA REACTUALISATION DE LEUR FORMATION

Le processus que l'on présente comme une solution nouvelle, correspond exactement à la méthodologie et au travail des professionnels des RASED, mis en place depuis plus de 10 ans maintenant:

- repérage par les enseignants
- entretiens avec les enseignants
- rencontres avec les parents
- évaluation (// dépistage)
- analyse et indication d'aide (// diagnostic)
- projet individualisé
- volonté d'intégration
- bilans avec les intéressés

Force est donc de constater:

- la volonté de développer l'influence du secteur libéral ("réseau départemental-conseil", prises en charge sur le temps scolaire, création de 50 postes supplémentaires au concours d'orthophoniste, campagne de communication,...)
- la précipitation de notre administration, agissant, pour une part, sous la pression d'associations de parents.

La FNAME reste ouverte à toute discussion visant à améliorer la collaboration Education Nationale / Santé, dans le respect des compétences de chacun.

Le 6 mars 2002, le CA National

COMMISSIONS

A la suite des propositions de pistes de travail de la dernière AG, il est mis en place des commissions.

COMMISSION TRAVAIL DU MAITRE E EN CLASSE

Les représentantes de l'AME 86, Pascale MICHEL et Claudie HERVIER se sont portées volontaires pour en être les coordinatrices. (demander l'adresse à : alain.thomazeau@freesbee.fr)

COMMISSION PREVENTION ET EVALUATIONS GS/CP

Se sont les représentantes de l'AME 72, Pascale FOURRIER et Françoise GAINARD qui en ont pris la coordination. (pfourrier@caramail.com)

COMMISSION TRAVAIL DU MAITRE E AU CYCLE 3

Sylvain Ramette (sylramette@net-up.com) en est le coordinateur.

ELECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU BN

Michel Mautret a décidé de se retirer des responsabilités de la FNAME dont il a été le serviteur dévoué depuis sa création.

Le CA a élu à l'unanimité Pascal Venin (6 rue des Carmes 14000 CAEN tél: 02.31.85.52.92

Adresse email: pascal.venin@laposte.net)

QUESTIONS DIVERSES

- Echanges autour d'une dénomination signifiante pour notre fonction et rappel qu'il y a appel à contribution dans les associations (ex : Médiateur pédagogique, Orthopédagogue, Psychopédagogue, Apprentisseur . . .)
- Echanges autour du problème récurrent du financement de la FNAME pour un fonctionnement régulier et efficace. Des motions seront proposées par le Bureau National aux associations adhérentes pour amendement puis vote à la prochaine Assemblée Générale.
- Proposition de recherche de Marc-Olivier Roux, psychologue clinicien. Son courrier est sur le site FNAME. Toute personne intéressée par sa recherche de collaboration à la définition et l'expérimentation d'un outil d'évaluation et de remédiation en mathématique peut le contacter à l'adresse suivante : marcolivier.roux@free.fr

Actualité et Activités de la F.N.A.M.E



REUNION AUX EAP DU 9 JANVIER 2002

ORDRE DU JOUR

- Quels outils pour les Maîtres E
- Quels partenariats envisager entre les Maîtres E et les EAP
- Collaboration et recherches
 - Outils d'observation
 - Caractéristiques des enfants relevant d'une aide E
- Publications

LISTE DES PARTICIPANTS :

- Coffre Maryline
- Cognet Georges (gcognet@editionseap.fr)
- Dubon Chantal
- Gaufreteau Alain
- Guillarmé Jean-Jacques
- Mautret Michel
- Percevault Fabrice
- Toupiol Gérard

La définition de l'identité du maître E s'est imposée comme préambule à nos échanges. Nous avons présenté à cette occasion la brochure "Spécificité E" à Georges Cognet et à Jean-Jacques Guillarmé. Chacun des membres du BN a pu s'exprimer sur ce sujet mettant en relief la capacité du maître E à faire l'analyse de la situation pour aider à la mise en place d'une action d'aide à l'adaptation et l'intégration. Cette analyse menée par le maître E (étayée par les synthèses avec les partenaires du RASED) est primo-radielle pour éclairer la situation et orienter le projet d'aide.

M. Guillarmé partage notre sentiment sur le fait que notre dénomination de Maître E ne signifie rien en soi, que cela maintient une image floue de notre rôle dans l'esprit des collègues. Aussi cette question donnera lieu à plusieurs propositions : orthopédagogue (comme nos collègues canadiens), psychopédagogue, maître spécialisé, remédiateur pédagogique, médiateur de l'adaptation et l'intégration...

QUELS OUTILS POUR LE MAITRE E ?

Cela a donné lieu à la constatation que du matériel d'évaluation existant nous permet de répondre aux demandes sur l'efficience scolaire.

L'évaluation scolaire sollicitée n'a qu'un intérêt limité et ne nous incombe que pour effectuer des tests étalonnés.

Le maître E s'intéresse davantage aux procédures, aux stratégies que l'élève adopte pour apprendre ou pour ne pas apprendre. A ce niveau il serait intéressant de collecter des situations de travail en petit groupe d'enfants favorisant l'émergence d'attitudes indispensables à la relation d'apprentissage:

- Etre sujet, chaque enfant a un rôle à tenir dans l'activité
- Etre capable de se décentrer, les rôles peuvent être permutés entre pairs
- L'intersubjectivité y est induite par l'interaction entre les membres du groupe
- La mobilisation des fonctions psychiques supérieures (pensée conceptuelle, le langage, l'attention volontaire, la mémoire logique) y est recherchée par l'émission d'hypothèses, la déduction, l'inférence...

La pertinence de notre spécificité se révèle quand elle permet de rétablir la relation pédagogique, indispensable à la situation d'apprentissage, entre le maître et l'élève.

Un changement d'attitude de la part de l'enfant autant que de la part du maître permet à celui-ci de retrouver sa place de pédagogue auprès de l'enfant auquel il avait attribué le statut d'élève en difficulté.

La mise au point d'un outil spécifique à notre démarche serait un moyen d'établir un bilan avec l'enseignant responsable de l'élève. Fournissant des éléments d'analyse sur ce que dit l'enseignant des difficultés, ce support de communication spécifique aurait la qualité de nous positionner en partenaire pédagogique.

Est-il possible de créer un outil d'indication sur les déterminants des difficultés scolaires que rencontre un élève, un enfant?

Avec qui travaillons nous l'élève ou l'enfant? C'est de l'enfant dans le champ social de l'école! Cette réponse signe la spécificité de notre mission dans l'école.

S'agissant de cerner la complexité qui régit le comportement d'un individu, les champs d'investigation sont très nombreux et dépassent nos compétences.

L'intérêt pédagogique est un terrain commun d'échanges entre l'enseignant et le maître E, interpellé en premier lieu pour les difficultés scolaires se référant soit à l'efficacité soit au comportement inadapté de l'enfant objet des inquiétudes ou des plaintes.

QUELS PARTENARIATS ENVISAGER ENTRE LES MAÎTRES E ET LES EAP

Ayant précisé notre fonction et les supports qui nous intéresseraient, Georges Cognet a pris note des orientations à donner aux futures publications concernant les Maîtres E.

COLLABORATIONS ET RECHERCHES

La présence de M. Guillard a amené à une proposition de mise en place d'un groupe de recherches auquel il participerait volontiers.

OUTILS D'OBSERVATION

Méthodologie

- 1 - L'aide E s'adresse-t-elle à un groupe ou à un individu?
- 2 - Le maître E travaille-t-il sur des signes scolaires ou sur des significations défaillantes?
- 3 - La démarche spécifique du maître E
 - Travaillons-nous sur la compensation de l'échec ou participons-nous à la restauration de la réussite?
 - Travaillons-nous avec l'élève ou l'enfant?
- 4 - Situations de nature différente
 - Compétences de l'élève à repérer et à susciter
 - Processus mentaux en situation sociale scolaire
 - Rapports de cet enfant-élève au savoir
 - Médiation d'appartenance par appartenance intermédiaire (à un petit groupe)
- 5 - Liens avec le maître

CARACTERISTIQUES DES ENFANTS RELEVANT D'UNE AIDE E

- Quelles difficultés prévalentes rencontrent ces enfants?
- Dans quelle tranche d'âge se situent les enfants pour lesquels les aides sont mises en place?
- Y a-t-il des refus de prise en charge? Quelles raisons les motivent?

PUBLICATIONS

La confirmation de l'accord des EAP concernant la publication de notre revue prochaine.

Réunion CNEFEI , le 11 janvier 2002

Vous trouverez ci-dessous le compte rendu de la réunion de préparation du Colloque international “ **prévention des troubles d’adaptation** ” (le titre n’est pas encore arrêté mais le projet est précis) à laquelle j’ai participé pour l’association, le vendredi 11 janvier 2002.

Ce compte rendu a été rédigé par Alain Bony (CNEFEI de Suresnes).

En préambule, voici mes commentaires sur l’esprit qui anime les représentants présents des diverses associations :

-Il se dégage un vrai consensus pour mettre en évidence les initiatives dans le champ des aides, psychopédagogiques, rééducatives et psychologiques, dont l’école dispose pour échapper à la médicalisation des troubles, et à toute forme pernicieuse d’exclusion des jeunes.

-L’actualité a été rapidement abordée, des allusions ont notamment été faites aux textes actuels et à l’identification des risques bien réels qui pèsent sur l’AIS.

-Dans ce contexte il faut souligner la claire détermination (dont Maryse Métra pour la FNA-REN s’est faite le porte parole) de ne pas renouveler ce qui s’était fait en 2001 lors du colloque national de mai, où les représentants du ministère avaient ouvert le colloque le premier jour par Brison, et fermé le dernier jour par Courteix. Le haut patronage du ministère sera donc demandé, mais le positionnement du colloque est tout autre qu’en mai 2001.

-Les trois jours sont ordonnés de façon à faire apparaître en l’accentuant progressivement le rôle déterminant de l’école et des aides fournies par les maîtres spécialisés, en se dégageant des fausses solutions extérieures (notamment médicales par ritaline ou autre) et en faisant apparaître que la prévention n’est pas le dépistage mais l’aide en deçà, auprès de tous.

-Nous sommes sollicités pour faire des propositions d’intervention ou d’animation lors des ateliers des après midi du premier et du deuxième jour. Le thème est celui de la prévention, il est donc logiquement plus ciblé sur les enfants les plus jeunes mais pas nécessairement : tout ce qui entre dans le cadre du travail avec et autour de tous les enfants peut trouver sa place dès lors que le principe est d’aider à l’adaptation du jeune au sein du groupe des élèves. J’attends impatiemment vos propositions.

Compte-rendu de la réunion de préparation du Colloque International 11 janvier 2002

Etaient représentés : l’OMEP-France, la FNAREN, l’AFPSla FNAME ; le CNEFEI (P. Fernandez - A.Bony)

Après discussion, il est décidé de modifier la présentation de la problématique Le thème sur les familles sera intégré dans les deuxièmes et troisièmes journées.

La troisième matinée sera plus particulièrement réservée aux applications en milieu scolaire

Le texte définitif pour le colloque est le suivant

De plus en plus d’enfants posent au système éducatif des difficultés d’adaptation : ils éprouvent les limites et débordent les réponses habituelles de l’enseignement. Au delà des problématiques

comportementales, c’est le rapport même aux apprentissages qui est en jeu.

Phénomène national ou international : comment les experts venus d’autres pays européens l’analysent-ils au niveau politique, sociologique ou professionnel ?

Rencontre AFPS/FNAREN/FNAME du 06/03/02

La rencontre s'est soldée, après un échange fructueux de points de vue , par un positionnement consensuel sur les orientations ministérielles et plus particulièrement sur le projet de circulaire sur les nouveaux textes AIS.

Devant les inquiétudes légitimes des trois fédérations et association nationales, suite à une grande convergence de vue et d'analyse des textes , considérés aujourd'hui comme inacceptables, il a été décidé, le jour même, de solliciter une audience auprès de M. Gaudemar Directeur de l'Enseignement Scolaire (DESCO) et de M. Brison Conseiller technique chargé de l'AIS auprès du ministre de l'éducation (courrier auquel nous avons ajouté les différentes motions adoptées par les fédérations nationales).

Vous trouverez dans ce bulletin une copie des courriers.

De plus, nous avons souhaité interpeller les syndicats nationaux pour connaître leur position et obtenir leur appui et aussi informer d'autres associations nationales sensibles à la difficulté scolaire (parents d'élèves, AGIEM ...).

D'autres actions seront envisagées après la(les) rencontre(s) ou si absence de réponse, en fonction des enseignements à tirer de celle(s)-ci!

Le travail efficace et approfondi, effectué par le BN et le CA a permis l'élaboration de motions FNAME, base de réflexions et d'échanges avec nos partenaires, satisfaits de nous voir prendre toute notre place à leur côté.

L'élan initié depuis l'AG du 21/11/01 à Paris, le dynamisme renouvelé de la fédération vont contribuer à notre reconnaissance et à notre représentativité qui faisaient encore défaut jusqu'à ces derniers mois.

Merci à toutes et tous pour votre engagement et pour vos collaborations.

Fabrice PERCEVAULT

Le 6 mars 2002

AFPS (Association française des psychologues scolaires)

9, Allée Brahms

91 410 Dourdan

01.64.59.94.46

FNAME (Fédération nationale des associations de maîtres E)

1, Avenue des Tilleuls

66 400 Céret

04.68.87.17.52

FNAREN (Fédération nationale des associations des rééducateurs de l'Education nationale)

22, rue Vivant Carion

21 000 Dijon

03.80.30.19.39

A Monsieur de Gaudemar,
Directeur de l'Enseignement scolaire

Objet : demande d'audience

Monsieur,

L'AFPS, la FNAME et la FNAREN, fédérations et association des professionnels des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, réunies ce jour, ont constaté une totale convergence de vue à propos du projet de texte relatif aux dispositifs de l'adaptation et de l'intégration scolaires dans le premier degré.

Afin de compléter les écrits qui vous ont déjà été envoyés et qui sont également joints à ce courrier, nous sollicitons une audience auprès de vous, dans les meilleurs délais.

Nous vous informons que nous formulons la même demande auprès de Monsieur Brison.

En attente de votre réponse, veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations respectueuses.

Pour les trois fédérations
Françoise Wauters
Présidente de la FNAREN

Le 6 mars 2002

AFPS (Association française des psychologues scolaires)

9, Allée Brahms

91 410 Dourdan

01.64.59.94.46

FNAME (Fédération nationale des associations de maîtres E)

1, Avenue des Tilleuls

66 400 Céret

04.68.87.17.52

FNAREN (Fédération nationale des associations des rééducateurs de l'Education nationale)

22, rue Vivant Carion

21 000 Dijon

03.80.30.19.39

A Monsieur Jean-Louis Brison
Conseiller technique chargé de l'AIS

Objet : demande d'audience

Monsieur,

L'AFPS, la FNAME et la FNAREN, fédérations et association des professionnels des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, réunies ce jour, ont constaté une totale convergence de vue à propos du projet de texte relatif aux dispositifs de l'adaptation et de l'intégration scolaires dans le premier degré.

Afin de compléter les écrits qui vous ont déjà été envoyés et qui sont également joints à ce courrier, nous sollicitons une audience auprès de vous, dans les meilleurs délais.

Nous vous informons que nous formulons la même demande auprès de Monsieur de Gaudemar.

En attente de votre réponse, veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations respectueuses.

Pour les trois fédérations
Françoise Wauters
Présidente de la FNAREN

Le 6 mars 2002

AFPS (Association française des psychologues scolaires)

9, Allée Brahms

91 410 Dourdan

01.64.59.94.46

FNAME (Fédération nationale des associations de maîtres E)

1, Avenue des Tilleuls

66 400 Céret

04.68.87.17.52

FNAREN (Fédération nationale des associations des rééducateurs de l'Education nationale)

22, rue Vivant Carion

21 000 Dijon

03.80.30.19.39

aux syndicats : CFDT-SGEN, SNUDI-FO, SNUipp,

UNSA-SE

**aux associations : AGIEM, ANCE, APAHG, COGRADE,
FCPE, OMEP, PEEP, UNAPEI**

Objet : Projet de texte relatif aux dispositifs de l'adaptation et de l'intégration scolaires dans le premier degré.

Chers collègues, chers partenaires,

Nos trois fédérations et association : l' AFPS, la FNAME et la FNAREN, fédérations et associations des professionnels des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, réunies ce jour, constatant leur totale convergence de vue à propos du projet de texte relatif aux dispositifs de l'adaptation et de l'intégration scolaires dans le premier degré, ont demandé une audience auprès de la DESCO et du cabinet du Ministre de l'Education nationale.

Alertées par les menaces que représente le projet de circulaire sur les dispositifs de l'AIS, nous demandons, d'un commun accord, le maintien des deux circulaires :

- n° 90-082 du 9 avril 1990 : Mise en place et organisation des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté.

- n° 91-304 du 18 novembre 1991 : Scolarisation des enfants handicapés à l'école primaire.

Classes d'intégration scolaire . CLIS.

auxquelles il sera indispensable d'ajouter :

- d'une part un additif à la circulaire d'avril 90 qui précisera la composition d'un RASED, les missions différenciées des personnels AIS auprès des élèves et les nécessaires heures de synthèse communes aux trois fonctions.

- d'autre part, un additif à la circulaire de novembre 91 qui précisera la mise en place d'un service de soins accompagnant obligatoirement une entrée en CLIS.

Nous constatons un amalgame des différentes fonctions et une détérioration de la qualité de la formation initiale et continue des enseignants spécialisés, ce que nous refusons.

Nous souhaitons que votre organisation prenne en compte nos demandes et nous vous remercions de bien vouloir nous tenir informés des positions qui seront les vôtres sur ce dossier.

Veuillez agréer, chers partenaires, l'expression de nos cordiales salutations.

Pour les trois fédérations,

Françoise Wauters

Présidente de la FNAREN

Notes de lecture



Deux p'tites notes de lecture...

L'année 2001 aura vu la parution de deux ouvrages consacrés à l'aide pédagogique, l'un d'un auteur et collègue Suisse, **Pierre Vanin**, *Contre l'échec scolaire, l'appui pédagogique à l'enfant en difficulté d'apprentissage*, le second écrit par une équipe de six formateurs du CNEFEI de Suresnes, *Elèves en difficulté : les aides spécialisées à dominante pédagogique, ouvrage collectif sous la direction de Joëlle Pojé-Chrétien et José Seknadje-Askénazi*.

Savez-vous ce qu'est un M.A.P.I. ?

Non, ce n'est pas un animal de Madagascar, c'est le nom de nos collègues Suisses : Maître d'Appui Pédagogique Intégré ! Après la parution du livre en 1995 de L. St Laurent et al. relatant une expérience particulière d'intervention en classe de nos collègues québécois orthopédagogues, *Programme d'intervention auprès des élèves à risque*, voici un autre ouvrage qui se veut « résolument pragmatique ». Il aborde la problématique de la lutte contre l'échec scolaire en présentant les aspects importants du travail de l'enseignant d'appui sans oublier les nombreuses difficultés que celui-ci peut rencontrer. Un des aspects plaisants de ce livre réside dans l'humour de l'auteur qui est un « Mapi », il enseigne également à l'Université de Fribourg. Il préconise par exemple dans certaines situations difficiles la « *respiration yogique, l'imitation de la tortue et l'exercice du tigre apprivoisé* » !! Pour l'auteur Pierre Vanin, « *un mapi susceptible, chatouilleux, colérique ou irascible est un mapi mort* ». Ce faisant, il souligne un des aspects les plus importants du travail de l'enseignant spécialisé : **le travail de collaboration** et donc **nécessité de temps pour construire des relations** avec l'enseignant, les parents, d'autres intervenants..., relations dont la qualité influe sur le processus d'aide à l'élève en difficulté »

Il nous informe qu'en Suisse, « *L'appui individuel a été longtemps le mode de fonctionnement privilégié des mapis mais que ces dernières années, une pression évidente s'exerce pour l'intervention du Mapi dans la classe* ».(Cela ne nous rappelle-t-il pas quelque chose d'étrangement semblable ?...) Sans refuser a priori cette aide en classe, l'auteur présente les différents intérêts pour l'enfant de travailler individuellement en dehors de sa classe dans un autre cadre, il se réfère par ailleurs à **des études qui montrent que les enfants majoritairement préfèrent l'aide en dehors de leur classe**. Pierre Vanin cite un chercheur suisse qui souligne l'importance pour les élèves en difficulté de « *vivre un moment relationnel fort* » alors que dans la classe ils existent trop souvent par la négative : ainsi, « *les fondements scientifiques et idéologiques, qui tendent à privilégier un soutien exclusivement intégré, ne doivent pas nous faire perdre de vue que les enfants en difficulté ont peut-être besoin de se retrouver occasionnellement dans une situation relationnelle privilégiée avec un maître de soutien dont l'une des fonctions importantes sera de renvoyer à l'élève une image positive* ».

Par ailleurs, j'avoue ne pas vouloir suivre l'auteur quand il affirme que « *la lutte contre l'échec scolaire ne se fera pas par des dispositifs lourds ou des décisions politiques. Elle doit au contraire se construire par les enseignants, ici et maintenant* ». Jack Lang ne disait-il pas la même chose lors de son discours du 5 Juillet 2000 sur la prise en charge des enfants dysphasiques et dyslexiques : « *La lutte contre l'échec scolaire reste la responsabilité première des enseignants* ». Alors que Pierre Vanin reconnaît que « *la lutte contre l'échec scolaire est d'une folle complexité* », comment les enseignants pourraient à eux seuls y parvenir ? Les relations et les pratiques pédagogiques mises en œuvre par l'enseignant ne seront-elles pas d'autant plus efficaces que l'effectif de la classe sera moins élevé ? Nous savons aussi par ailleurs par les travaux de Bourdieu « *le rôle déterminant de l'héritage linguistique dans la réussite scolaire* », tout comme nous ne sommes pas sans ignorer ce que rappelle le sociologue Franck Poupeau : « *l'apparente neutralité de l'école lui permet de transformer des différences sociales en différences scolaires* ». Oui, l'échec scolaire est un problème complexe, qui ne peut être réduit, me semble-t-il, à un problème d'ordre exclusivement pédagogique. L'auteur souligne pourtant **l'étroite relation entre l'efficacité de la mesure d'appui et les conditions de travail des mapis** : « le nombre important d'élèves signalés rend le travail du mapi difficile ; celui-ci risque de parer au plus pressé et de ne plus disposer des conditions lui permettant une analyse globale et complète de situations qui lui sont soumises ». Ainsi, **on apprend qu'en Suisse alémanique, un mapi est engagé à plein temps dès 160 à 200 élèves et peut s'occuper de 8 à 12 enfants alors que dans le canton du Tessin le mapi suit 20 à 25 élèves !** (Nous avons du chemin à faire en France pour atteindre ces chiffres, mais n'est-ce pas un problème politique (*petit clin d'œil à l'auteur*) au sens où c'est l'Etat qui décide du budget ?...)

On aimerait en savoir plus sur la formation initiale du mapi ainsi que sur le mode de fonctionnement du psychologue scolaire qui est cité comme faisant partie des « *spécialistes qui gravitent autour du monde scolaire* » comme les logopédistes, les psychomotriciens, les pédiatres, les pédopsychiatres et de tous les spécialistes qui travaillent dans les « *Offices de l'Enseignement Spécialisé, les Offices médico-pédagogiques et les Offices éducatifs itinérants* ». L'auteur cependant insiste sur **l'importance d'une solide formation spécialisée du fait des nombreuses fonctions du mapi** : il peut être un conseiller pédagogique auprès des enseignants de classe comme auprès des parents d'élèves, aider les élèves en difficulté, (il n'y a pas de distinction comme en France rééducateur-Maître E), assumer des tâches de prévention, de coordination lorsque d'autres spécialistes sont impliqués dans la prise en charge de l'enfant et réaliser « *un travail minutieux pour l'établissement du diagnostic qui doit servir de base pour les mesures pédagogiques à entreprendre* ».

Un des intérêts de ce livre c'est qu'il est l'œuvre d'un praticien, qui se confronte à la réalité quotidienne du terrain, en l'éclairant par différentes approches théoriques, (en particulier l'approche systémique). Il sait aussi faire partager ses doutes, ses interrogations, mais aussi sa passion pour son métier, tout en nous faisant réfléchir sur nos propres pratiques.

A lire donc : Pierre Vanin, *Contre l'échec scolaire, l'appui pédagogique à l'enfant en difficulté d'apprentissage*, Ed. De Boeck-Belin, 2001, 155 p.

Elèves en difficulté : les aides spécialisées à dominante pédagogique,
ouvrage collectif sous la direction de Joëlle Pojé-Chrétien et José Seknadjé-Askénazi, CNEFEI, 2001, 256 p.

Sur la quatrième de couverture de ce livre, on peut lire : « *L'aide aux élèves en difficulté est devenue une priorité du système éducatif. C'est en particulier la raison d'être des Réseaux d'aides spécialisées en difficulté dans lesquels les maîtres E sont chargés des « aides à dominante pédagogique ».* Les auteurs sont **Brigitte Bayet**, institutrice spécialisée, formatrice ; **François Boule**, professeur agrégé de mathématiques ; **Alain Brun**, psychologue scolaire, formateur ; **Laurent Cosnefroy**, conseiller d'orientation, docteur en psychologie sociale, formateur ; **Joëlle Pojé-Chrétien**, professeur agrégée de lettres et **José Seknadjé-Askénazi**, professeur de philosophie. Ils se sont efforcés « *de clarifier les transformations, les pratiques et les enjeux correspondant à des dispositifs qui continuent d'évoluer* ». Selon ceux-ci, « *il s'agit en particulier d'approfondir, à partir de réflexions pédagogiques, mais aussi institutionnelles et critiques, une culture et une identité professionnelle centrées sur la résolution des difficultés d'apprentissage* ». « *Qu'est ce qu'un maître E ? Quelle connaissance de l'enfant en difficulté se doit-il d'acquérir ? Quelles sont précisément ses missions ? Comment fonctionnent les dispositifs d'aide ? Quels outils d'observation, d'évaluation, d'intervention, de communication le maître E peut-il utiliser ?* »

Les auteurs ont tenté de répondre à ces questions par différents articles regroupés en **six dominantes** : les fonctionnements institutionnels ; Penser la difficulté ; Structurer les apprentissages ; Organiser les aides ; Le travail pédagogique ; les Maître E et les grands axes de l'adaptation et de l'intégration scolaires.

Ce livre est réalisé par des formateurs du CNEFEI et édité par ce même centre national. Cela aide à le situer comme un ouvrage officiel de référence dans le domaine de l'aide à dominante pédagogique, c'est d'ailleurs ce que les auteurs souhaitent. Par ailleurs, il est sorti dans un contexte particulier où de nouveaux textes étaient en préparation.

On peut le considérer comme un regroupement dense de cours théoriques nécessaires à une formation initiale et continue qui présentent les différentes facettes du Maître E. Ainsi les auteurs rappellent que celui-ci peut travailler dans différents dispositifs : **la classe d'adaptation, la classe de perfectionnement** (qui est en train de disparaître), **la CLIS 1** (mais les nouveaux textes devraient « *faire progressivement cesser les tutelles intégratives « E »* »), **le regroupement d'adaptation, le travail de prévention en maternelle**, (pour les auteurs, fonctionne comme les précédents, mais « *préférentiellement dans la classe* »), **les postes rares** en milieu hospitalier, en E.R.P.D. et en E.R.E.A.). C'est un ouvrage résolument théorique, à part quelques références à des exemples pratiques.

Selon José Seknadjé-Askénazi, quatre axes, dont l'hétérogénéité rend difficile le travail du maître E, peuvent rendre compte schématiquement de l'action de celui-ci :

- **l'axe pédagogique**, partagé avec l'enseignant de classe ordinaire, mais qui reste un substrat et ne caractérise pas en propre l'action du maître E
- **l'axe du travail en équipe**,
- **l'axe didactique** : il s'agit de comprendre l'obstacle auquel se heurte tout apprenant, quand bien même il le franchit sans qu'on se rende compte qu'il y a eu difficulté, et qu'elle a été résolue, (cas du « bon élève ») : Bruner nomme cette démarche « *théorie de la tâche* »,
- **l'axe cognitif** : comprendre comment l'enfant réagit aux nouveaux apprentissages, pour Bruner, c'est la « *théorie de l'enfant* ».

Il importe selon l'auteur, que le maître E puisse envisager l'articulation entre le didactique et le cognitif comme un appui pour tenter de comprendre pourquoi et comment l'effectuation d'une tâche par l'élève a été empêchée.

Certains textes m'ont plus intéressée que d'autres, en particulier ceux qui traitent de la dimension relationnelle dans le travail du maître E. Ainsi, Alain Brun présente l'apport de la psychologie dans la pratique de l'enseignant spécialisé en aide pédagogique. Pour cet auteur, **les difficultés scolaires n'ont pas de cause unique, mais nous devons tenter de comprendre les effets de l'interaction entre de multiples facteurs : social, familial, pédagogique, psychologique. Ces « paramètres se complètent et s'interpénètrent ».**

Alain Brun émet l'hypothèse que la psychologie sociale, l'approche systémique et l'approche ro-gérienne peuvent enrichir les compétences de l'enseignant (maître E) dans sa relation quotidienne avec les élèves. La bibliographie à la fin de son texte est une invitation à poursuivre la réflexion.

Cet ouvrage touffu présente bien sûr beaucoup d'intérêt, et peut se lire dans l'ordre qu'on veut selon les questions qu'on se pose, on peut s'y référer à tout moment.

Un des différences avec l'ouvrage du collègue Suisse réside d'une part dans l'aspect officiel d'un tel recueil, d'autre part dans un plus grand éloignement du terrain, des difficultés que peut rencontrer au

quotidien le Maître « E », même si les formateurs du CNEFEI reconnaissent par ailleurs la complexité du travail de celui-ci.

Le collègue Suisse Pierre Vanin conclut ainsi son livre : « **la complexité engendre « l'humilité ».** **La profession du mapi est une profession « impossible »: le mapi devrait être à la fois un parfait communicateur, le spécialiste des apprentissages et le roi du paradoxe.**

... **Seuls les mapis d'encre et de papier, comme ceux présentés dans cet ouvrage, semblent posséder les qualités requises** ». Mais l'auteur dit sa passion pour ce métier exigeant qui peut ouvrir un champ de possibles à un enfant, à un collègue, à une famille.

La lecture de ces deux ouvrages me suscitent trois réflexions :

- Ne serait-il pas intéressant que la FNAME prenne contact avec les collègues d'autres pays (Canada, Belgique, Suisse...) pour établir des échanges sur les différentes pratiques ?
- A quand la parution d'un livre sur l'aide pédagogique en France écrit par un(e) enseignant spécialisé(e) ?
- Ne peut-on pas réfléchir à une autre conception des aides rééducative et pédagogique : la différenciation est-elle toujours pertinente et efficiente ? Ne peut-on pas envisager une formation plus solide, plus approfondie qui recouvre ces deux aides actuellement séparées ? J'ai conscience que cette réflexion va susciter cris et refus mais je pense qu'en matière d'éducation, il est nécessaire de ne pas s'arrêter à ce qui est, mais de réfléchir, de rechercher ce qui pourrait évoluer dans l'intérêt des élèves...

Maryline Coffre
AME 91

Courrier des associations



M. PETOT Joël Dijon, le 30/01/01
Président de MAITEOR
joelpetot@libertysurf.fr
03 80 31 65 39

Chers collègues au bureau de la FNAME

Suite à l'AG de MAITEOR, du 27/11/01, la décision a été prise de renouveler notre adhésion à la FNAME pour l'année 2001-2002.

Voici, en résumé, les points sur lesquels la discussion s'est engagée :

1/ Coût de l'adhésion à la FNAME

Le coût de l'adhésion à la FNAME nous paraît trop élevé et nous interdit d'envisager la gestion économique d'une conférence, organisée par MAITEOR, sur notre département. Nous sommes favorables à une réduction des coûts de la fédération en limitant au strict minimum ses courriers par voie postale. Chaque association locale doit se charger de la diffusion de l'information nationale pour ses adhérents. Le transport de la documentation par courrier électronique permet la rapidité, l'économie et l'efficacité des communications entre la Fédération et ses associations.

Nous trouvons plus utile de consacrer un budget plus important aux déplacements des membres du bureau pour se réunir et effectuer les actions nécessaires à la vie de la fédération.

2/ Paroles de FNAME

a) Si nous avons apprécié les travaux du bureau de la FNAME auprès du ministère pour obtenir la reconnaissance d'heures de synthèses pour les maîtres E, ainsi que la documentation sur la spécificité des maîtres E, nous avons été déçus par "lecture" de la FNAME du projet des nouveaux textes de l'AIS. Comparés aux commentaires des associations locales de maîtres E et de ceux de la FNAREN ou de l'AFPS, ceux de la FNAME nous ont paru trop succincts et donc peu explicites.

Le bureau de la FNAME attendait-il les "remontées" de ses associations pour écrire ses commentaires ? Méthode très démocratique mais trop lente et pas assez efficace. L'équipe de MAITEOR, par son adhésion à la FNAME, fait confiance à sa fédération pour prendre les décisions importantes urgentes concernant tous les maîtres E. L'heure du débat avec tous ses adhérents sur beaucoup de points particuliers pouvait venir après ces premiers textes urgents et démonstratifs de notre intérêt au sujet national. Quelles difficultés a rencontré le bureau de la FNAME pour écrire ses positions ?

b) L'idée à l'AG 2000, d'augmenter les cotisations pour obtenir les fonds en vue de la création d'un "Congrès FNAME", nous paraît incohérente aujourd'hui, avec les moyens et les méthodes actuelles. Nous manquons encore d'expérience et d'efficacité, à l'intérieur même de notre fédé (cf : le nombre important d'associations qui n'ont pas renouvelé leur adhésion !), pour se lancer dans une action de cette envergure. Les difficultés que rencontre actuellement la FNAME pour se développer, nous incitent à être plus modestes et plus vigilants à la qualité des relations internes.

3/ Disponibilités de MAITEOR

Conscients que la dynamique de notre fédé est l'affaire de tous et de MAITEOR, nous avons pensé mobiliser nos énergies pour participer à l'action du bureau national. C'est avec regret que nous ne pouvons pas répondre positivement à cette éventualité : la disponibilité du président de MAITEOR et des personnes au bureau est trop fragile Nous avons déjà du mal à gérer la dynamique de notre groupe !

Nous avons souhaité, cependant, à notre dernière AG, qu'un membre de MAITEOR, autre que le président, se charge des relations avec la FNAME. Nous déciderons de cette fonction au sein de MAITEOR à notre prochaine réunion le 29/01/02.

Chers collègues de la FNAME,

nous serions très intéressés :

- pour recevoir le compte-rendu de l'AG du 21/11/01*
- pour connaître les nouveaux tarifs de l'adhésion à la FNAME*
- pour continuer de développer nos échanges*
- pour connaître vos points de vue sur notre courrier*
-

Amicalement

Joël Petot pour MAITEOR

Bulletin d'adhésion

ANNEE 2001 - 2002

Nom de l'association:

Siège social de l'association.....
.....TEL.....

Nombre d'adhérents: Nombre de Maîtres E dans le Dpt:

Adresse pour envoi de documents (si différente du siège social)

.....
.....

e-mail..... TEL.....

Président (e): nom:.....

adresse:.....

.....

e-mail..... TEL

Secrétaire: nom:.....

adresse:.....

.....

e-mail..... TEL.....

Trésorier(e): nom:.....

adresse:.....

.....

e-mail..... TEL

signature du Président:

MONTANT DE L'ADHESION

COTISATION

Son montant a été fixé à l'A.G et court jusqu'à la prochaine

8 Euros (52,48 F) / adhérents:Euros **X** =Euros

La cotisation par adhérent est à régler à partir de l'A.G.

La régularisation du montant de la cotisation se fera au 31-12 de l'année en cours en envoyant la liste des adhérents au trésorier.

FORFAIT-DEPLACEMENT:

10 adhérents: forfait de 16 Euros

de 11 à 20 adhérents: forfait de 31 Euros

plus de 20 adhérents: forfait de 46 Euros

à renvoyer au trésorier sous forme de 2 CHEQUES

Gérard TOUPIOL: 18, rue Blanche Barchou 27000 EVREUX (Tél 02 32 62 03 91)

E-mail: gerardtoupiol@aol.com